

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 22 mars 1982

La séance est ouverte à 2 heures.

• (1405)

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

L'HORTICULTURE

L'APPLICATION DES TARIFS-MARCHANDISES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, comme de coutume à la première séance de la Chambre suivant le premier jour du printemps, j'invite tous les députés à jouer du printemps que symbolisent les jonquilles d'Esquimalt-Saanich disponibles dans les couloirs et à adopter ma motion, appuyée par le député de Carleton-Charlotte (M. McCain):

Que la Chambre recommande instamment au gouvernement en collaboration étroite avec le Conseil horticole du Canada et d'autres porte-parole des producteurs, de veiller à ce que les producteurs canadiens de fleurs, de légumes, de fruits, de poisson et d'autres produits naturels ne soient pas éternellement désavantagés, comme ils le sont actuellement en raison du tarif préférentiel pour le transport des marchandises, notamment par avion, accordé par les gouvernements ou les lignes nationales d'aviation à certains fournisseurs étrangers de ces produits au marché canadien.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

LES DÉPENSES EN PUBLICITÉ—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Madame le Président, un article paru au début du mois dans la publication américaine *Wall Street Journal* a révélé que le gouvernement du Canada avait dépensé l'année dernière 58 millions de dollars pour se faire de la publicité. Ainsi, non seulement le gouvernement figure au premier rang de tous ceux qui achètent de la publicité, devançant même la société General Foods, mais il l'emporte encore sans conteste sur tous les pays occidentaux, y compris les États-Unis, pour ce qui est de la part de publicité que le gouvernement achète par rapport à toute la publicité achetée dans un pays. Voilà qui m'amène à proposer, avec l'appui du député de Brampton-Georgetown (M. McDermid):

Que le gouvernement mette immédiatement un terme à cette publicité qui coûte cher et ne sert qu'à attirer l'attention, et qu'il utilise plutôt les millions de dollars ainsi épargnés pour venir en aide de toute urgence et de toute nécessité

aux milliers de Canadiens qui ont perdu ou sont sur le point de perdre leur emploi, leur maison; leur exploitation agricole ou leur commerce.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA SOCIÉTÉ ASTRA TRUST

LA RÉPARTITION DES AVOIRS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Joe Reid (St. Catharines): Madame le Président, on procède actuellement à la répartition provisoire des avoirs de la société Astra Trust, qui détenait une charte fédérale; le gouvernement reçoit près de 92 p. 100 des avoirs. Étant donné que nous traversons une période difficile et que le gouvernement délègue allégrement les citoyens de leurs petites économies par le biais de l'impôt, je propose, appuyé par le député d'Érié (M. Fretz):

Que le gouvernement s'occupe d'abord des investisseurs canadiens qui ont perdu leurs économies dans cette débâcle au lieu de faire des pieds et des mains devant les tribunaux pour essayer d'obtenir la part du lion des avoirs de la société Astra Trust.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

LA PRÉSUMÉE ATTITUDE CAVALIÈRE DU MINISTRE FACE AUX PROBLÈMES SOULEVÉS PAR LES LIBÉRAUX DU QUÉBEC—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion se rapportant à une question importante.

Étant donné qu'une résolution des délégués libéraux du Québec au conseil général des Trois-Rivières, présentée au cours du week-end, et demandant au gouvernement de réduire de 25 p. 100 les taux d'intérêt pour les agriculteurs, les petites entreprises et les petits propriétaires a été écartée de justesse par l'intervention du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) je propose, appuyé par l'honorable député de Hamilton Mountain (M. Deans):